

230

PONTS et CHAUSSEES

c/ 230

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION DU SUD-OUEST

Gare de MONTLUÇON-VILLE

T R A I T É

pour l'occupation et la desserte d'un emplacement situé dans les dépendances de la gare de Montluçon-Ville, affecté au dépôt de marchandises pour l'installation d'une voie supplémentaire.

ENTRE :

La Société nationale des Chemins de fer français, (S.N.C.F.) dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. CARLON, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. LEMAIRE, Directeur Général de la dite Société,

d'une part;

Et le Service des Ponts et Chaussées du Département de l'Allier représenté par M. LE HUSSE, Ingénieur, agissant au nom et pour le compte de ce Service,

d'autre part;

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Le Service des Ponts et Chaussées du Département de l'Allier a demandé à la S.N.C.F. l'autorisation :

- a) d'occuper un emplacement situé dans la gare de Montluçon (Allier) à l'effet d'y établir une citerne à goudron ayant fait ou devant faire ultérieurement l'objet d'un transport par voie de fer et d'approprier cet emplacement à sa nouvelle destination;
- b) d'établir une voie supplémentaire pour desservir cette citerne.
- c) de procéder sur la dite voie supplémentaire à la

## SOCIÉTÉ NATIONALE DE

GARE DE (1)

## RÉGION

# SOUCH

des pièces de paiement destiné  
au "Bureau Centralisateur des versements"

C. C. 500<sup>00</sup> (C.C.K.) - O/E 59703 - 7-41 - *Progres de l'Altiér*

[illegible]

manutention lui incombant des wagons complets parvenus à son adresse à la gare de Montluçon-Ville ou qu'il expédie de cette gare.

La S.N.C.F. accorde l'autorisation sollicitée et le Service Vicinal du Département de l'Allier déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction, ni réserve, au Cahier des Conditions Générales d'occupation et de desserte d'emplacements situés dans les gares et affectés au dépôt de marchandises (C.C.O.) enregistré à Paris, ler S.S.F. le 30 janvier 1941, n° 557 dont il reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui sont, d'accord entre les parties contractantes, complétées ou modifiées comme il est dit ci-après :

Article 1er - (application de l'article 1er du C.C.O.)  
Le minimum de tonnage annuel est fixé à une tonne (1 tonne) par mètre carré de surface concédée.

Article 2 - (application de l'article 2 du C.C.O.)  
La surface de l'emplacement qui est mise à disposition du permissionnaire est de trois cent huit mètres carrés (308 m<sup>2</sup>)

Les wagons seront mis à disposition du permissionnaire sur la voie supplémentaire, à proximité des lieux occupés.

La construction de la voie supplémentaire sera exécutée par la S.N.C.F. aux frais du permissionnaire.

Cette voie supplémentaire ne sera pas affectée à l'usage exclusif du permissionnaire.

La S.N.C.F. qui en assurera l'entretien se réserve expressément la faculté de l'utiliser pour son propre service sans toutefois nuire aux opérations du permissionnaire.

Article 3 - (application de l'article 5 du C.C.O.)  
Titre B § 1 - Redevance annuelle d'occupation : quatre mille soixante cinq francs (4.065 Fr.).

Cette redevance sera payable à terme échu.

Il sera accordé au permissionnaire une prime de 0 Fr 65 pour chaque tonne de goudron reçue ou expédiée par fer sur l'emplacement occupé en sus du minimum annuel de 308 tonnes, la prime annuelle ne pouvant excéder 2.710 francs.

Titre B § 2 - Pour la conduite et la reprise des wagons sur la voie supplémentaire, à proximité de l'emplacement, le permissionnaire acquittera une redevance de un francs (1 Fr) par tonne de chargement effectif, avec minimum de dix francs (10 Fr.) par wagon.

La redevance fixée au présent article de même que les sommes se rapportant à la prime au trafic sont censées valoir à la date du 28 Juillet 1941. Cette redevance et ces sommes

...



## SOCIÉTÉ NATIONALE D

GARE DE \_\_\_\_\_ (1)

## RÉGION

# SOUCH

des pièces de paiement destiné  
au " Bureau Centralisateur des versements

C. C. 500<sup>me</sup> (C.C.R.) - O/E 59703 - 7-41 - *Progres de l'Atlier*

[illegible]

seront soumises, pour la variation, aux dispositions du § 2  
Titre B, de l'article 5 du C.O.O.

Article 4 - Le matériel fourni par la S.N.C.F. pour  
la construction de la voie supplémentaire sera donné en loca-  
tion au permissionnaire moyennant un loyer annuel de 5900 Fr.

Article 5 - Toutes contestations entre les parties sur  
l'exécution du présent traité seront portées devant la  
Jurisprudence compétente.

Pour l'exécution des présentes, les parties font  
élection de domicile, savoir :

- la Société nationale des Chemins de fer français, à son  
siège social, 88, rue Saint-Lazare à Paris,

- et le Service des Ponts et Chaussées du Département  
de l'Allier, à Montluçon

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement  
signifiés.

Article 6 - Pour la perception des droits d'enregis-  
trément seulement et sans tirer autrement de conséquence, la  
durée du présent traité est fixée à trois années à compter  
de la date de sa signature, cette durée se renouvelant, à  
défaut de résiliation, par tacite reconduction de trois  
années en trois années.

Pour l'enregistrement, la redevance d'occupation  
ressort à la date du présent traité à la somme de dix sept  
mille sept cent vingt cinq francs (17.725 Fr) étant entendu  
que le permissionnaire sera tenu à chaque période de renou-  
vellement d'enregistrement du traité de faire une déclara-  
tion rectificative au cas où le montant de cette redevance  
aurait été modifié à la suite de l'application d'une nouvelle  
variation intervenue dans les prix des tarifs-marchandises.

Fait en autant d'exemplaires qu'il y a de parties  
intéressées plus un pour l'administration de l'enregistrement  
à Paris, le *20 décembre*  
mil neuf cent quarante six.

P. LE DIRECTEUR  
de la Région du Sud-Ouest  
et par Délégation  
LE CHEF DE LA DIVISION DES ETUDES

signé : BARDEAU

Lu et Approuvé  
Signé : *Le Ruede*

Enregistré à	Montluçon
le	14 Février 1947
à	gratuit
Folio	15
Case	3

**SOCIÉTÉ NATIONALE DE**

GARE DE \_\_\_\_\_ (4)

## RÉGION

BOF

des pièces de paiement destiné  
au " Bureau Centralisateur des versements

C. 500<sup>114</sup> (C.C.R.) — O/E 59703 — 7-44 — Progrès de l'Atelier[illegible]